

En conclusion, monsieur l'Orateur, au lieu de réduire ainsi des travaux utiles ou de les supprimer, je demande au gouvernement de rechercher d'autres solutions ailleurs pour voir s'il ne serait pas possible de faire des économies pour renflouer le budget fédéral qui, malgré toutes les déclarations du ministre, et selon nous, sera certainement déficitaire à la fin de l'année.

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de participer à ce débat pour appuyer l'amendement que l'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a présenté cet après-midi.

Je dois dire que l'honorable député d'Edmonton-Ouest a proposé un amendement qui, à mon avis, reflète la réalité en ce qui concerne notre situation financière.

L'exposé budgétaire présenté par l'honorable ministre des Finances (M. Benson) est, à mon avis, une parodie des déclarations des députés ministériels durant la campagne électorale. A ce moment-là, les finances du pays, selon eux, étaient dans une excellente situation. On promettait un budget équilibré, une réforme fiscale en profondeur qui ferait disparaître les inégalités et les injustices si évidentes en matière de taxation.

• (9.00 p.m.)

Aujourd'hui, nous faisons face à un exposé budgétaire coulé de contradictions relativement aux prévisions des dépenses et à la réduction des crédits affectés aux programmes non essentiels. Il y a un manque de planification complet des dépenses gouvernementales. Ces contradictions sur l'état financier de notre pays ont placé ce gouvernement dans une position fautive et nous nous interrogeons sur la crédibilité de ce gouvernement, en matière de finances.

Le 21 mai dernier, le ministre des Finances actuel disait que le déficit budgétaire du Canada, pour l'année 1967-1968, s'élèverait à 808 millions, alors que le 1^{er} juin, l'ancien ministre des Finances (M. Sharp) déclarait qu'il y aurait un déficit de 740 millions, lequel devait être ajusté à 785 millions le 30 novembre. Les dépenses dépassaient celles de 1966-1967 de 12 p. 100, alors que les revenus n'accusaient qu'une augmentation de 8 p. 100.

Durant la campagne électorale, monsieur l'Orateur, afin de s'assurer l'appui des hommes d'affaires canadiens, les ministres répétaient à travers le Canada que le nouveau gouvernement présenterait un budget équilibré.

Le 3 juin 1968, à Calgary, l'ancien ministre du Revenu national, l'actuel ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien), déclarait ceci:

[M. Gauthier.]

[Traduction]

Le nouveau budget sera un budget équilibré et l'on mettra tout en œuvre pour refréner les augmentations d'impôt.

[Français]

Le 6 juin 1968, le ministre des Finances, à son tour, prédisait qu'une nouvelle administration libérale présenterait un budget équilibré. Le 18 juin, le premier ministre du Canada (M. Trudeau) disait également à Fort William qu'un nouveau gouvernement libéral présenterait un budget équilibré.

Que s'est-il donc passé, depuis le 25 juin dernier, pour que ce gouvernement ait si rapidement oublié ses promesses électorales?

M. Paul Langlois (Chicoutimi): Il est bien équilibré, le budget.

L'hon. M. Asselin: Pour l'an prochain, cela n'est pas sûr. Le député de Chicoutimi est-il capable de se lever et nous dire qu'on va présenter un budget équilibré, comme l'a fait l'honorable ministre des Finances au cours des six derniers mois, alors que ses prévisions budgétaires ont varié de centaines de millions? Le député est-il capable de se lever et nous dire, au nom du ministre des Finances, qu'on va présenter un budget équilibré l'an prochain, compte tenu des contradictions qu'on relève dans son dernier budget?

On admet, monsieur l'Orateur, qu'un ministre des Finances peut faire une erreur, mais nous n'accepterons jamais qu'une série de déclarations contradictoires puissent nous faire conclure à la bonne foi du ministre, et ce budget nous indique clairement que les Canadiens ont le droit de se poser des questions sur la crédibilité de ce gouvernement.

Depuis deux ans, nous nous efforçons de faire comprendre au gouvernement qu'il devrait effectuer des réductions draconiennes de ses dépenses. Il nous l'a d'ailleurs promis plusieurs fois, lorsque nous avons fait des représentations.

Nous avons demandé également au gouvernement d'établir des priorités dans le domaine des dépenses, afin de lutter efficacement contre l'inflation. Malheureusement, ceci n'a pas été fait et le budget nous en montre les conséquences.

Je ne sais pas si le ministre a quelques notions de la comptabilité ou si ses «computers» ou machines à additionner ont fait défaut, mais les écarts des prévisions de dépenses nous donnent à penser que tout ne roule pas rond au sein du ministère des Finances.

Monsieur l'Orateur, une étude faite par un journal d'Ottawa sur le budget, le 23 octobre